



L'EVOLUTION DES MOYENS ET DES TACTIQUES
UTILISES PAR LES GROUPES TERRORISTES
DEPUIS
LES ANNEES 70 JUSQU'A NOS JOURS EN EUROPE

Mémoire de géopolitique du lieutenant-colonel Sandor NAGY
dans le cadre du séminaire
« L'Union Européenne et la lutte contre le terrorisme »

Directeur du séminaire : Monsieur François Géré
Agrégé et docteur en histoire
Directeur scientifique de la Fondation des recherches stratégiques

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Evolution des moyens et des tactiques utilisés par les groupes terroristes depuis les années 70 jusqu'à nos jours
2. Lieutenant-colonel Sandor NAGY, armée de terre, Hongrie
3. 22 mars 2006
4. Division A – group A6
5. Mémoire de géopolitique du séminaire « L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme ».
6. La situation politique en Europe est très délicate dans les années 70. Nous sommes encore à l'époque de la guerre froide où les différents mouvements contre les Etats dans les pays occidentaux sont surtout des mouvements en faveur de la classe ouvrière. Ces mouvements se radicalisent de plus en plus et cette radicalisation apporte avec elle les ferments du terrorisme. Les membres de ces groupes sont déjà les terroristes qui distillent la crainte et la menace constant dans la vie quotidienne. A côté de ces groupes, les groupes indépendantistes qui espèrent atteindre leurs buts avec les moyens du terrorisme. Dans les années qui suivent la situation politique et économique change et la « mutation » du terrorisme est aussi inévitable. Les efforts des gouvernements contre le terrorisme remportent des succès et à la fin des années la plupart des groupes terroristes fondés entre 70 et 90 disparaissent ou se transforment et seule les mouvements indépendantistes (IRA, ETA) continuent la lutte.

Dans le même période, la situation concernant le terrorisme en Europe se calme mais un nouveau phénomène qui a aussi une racine historique – la lutte entre les chrétiens et les musulmans (la guerre de mille ans) apparaît : Les Islamistes radicaux qui représentent une nouvelle menace pour Europe et en même temps pour nous les citoyens européens. Pour ces terroristes tous les moyens sont bons dans leur lutte et ils ne sélectionnent pas, ils tuent n'importe qui pour faire aboutir ce mouvement idéologique mais surtout religieux.

Les groupes terroristes changent, comme les moyens et tactiques utilisés, la seule chose qui me paraît devoir durer encore longtemps est la lutte anti-terroriste et dans cette lutte nous devons savoir qui est notre ennemi(s).

7. Mouvement contre des Etats, terreur, menace, enlèvement, détournement de l'avion, assassinat, bombe, explosion.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LES GROUPES TERRORISTES IMPORTANTS DANS LES ANNEES 70 ET LEURS « ACTIVITES »

Les groupes terroristes principaux dans les pays occidentaux
Leurs activités et leur évolution

DEUXIEME PARTIE

LE CHANGEMENT DES CARACTERISTIQUES DU TERRORISME DANS LES ANNEES 80 ET 90.

La mutation « régression » des groupes terroristes précédents
Apparition des nouveaux groupes terroristes
Particularités de ces nouveaux groupes

TROISIEME PARTIE

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES ATTENTAS A PARTIR DES ANNEES 70 Les Brigades Rouges et l'IRA, deux organisations terroristes marquantes de cette décennie

QUATRIEME PARTIE

LES GRANDES TRANSFORMATIONS « évolution » DES ORGANISATIONS ET DES MOYENS DU TERRORISME ACTUEL

Apparition de l'Islam radical en Europe et ses conséquences
Deux grands témoignages : Madrid et Londres

« Tue une personne et intimide des milliers d'autres » :

dit un ancien proverbe chinois et ce proverbe peut devenir la devise des groupes terroristes.



« Le terrorisme, arme du pauvre, outil du plus faible, aussi ancien que la guerre, a en effet profité du développement moderne des communications pour s'internationaliser et jouer de l'écho médiatique »

« Le terrorisme consiste plutôt dans l'usage de la peur, par des minorités ou des individus, en vue de déstabiliser puis détruire un ordre existant imposé par la majorité ou par un despote ».

INTRODUCTION

Le terrorisme est une pratique ancienne, notamment rendue célèbre par les « Assassins ». Au demeurant, dans les siècles passés il revêt le plus souvent la forme de l'assassinat politique. Il arrive assez rarement – mais il en existe tout de même quelques exemples-que des populations entières soient maintenues sous la terreur. Les opinions publiques des pays démocratiques sont très vulnérables à ces pressions psychologiques.

Dans une conception extensive, le terrorisme peut aller de l'assassinat individuel à la terreur collective, de l'acte d'un idéologue isolé à celui d'une armée secrète, du racket à la guérilla, dès lors que, finalement, toutes ces formes de lutte ont en commun d'utiliser illégalement la force pour atteindre un but politique, ou de substituer une violence factieuse à celle de l'Etat, seul détenteur légitime de la violence. Lorsque l'impôt révolutionnaire remplace l'impôt d'Etat, une partie des buts du terrorisme est souvent déjà atteint.

Le terrorisme est au cœur des nouvelles menaces qui touche l'Europe et tous les autres pays. Il est naturellement évolutif et mon but est de présenter cette évolution. La fin de la " guerre froide " aurait dû s'accompagner d'une baisse des tensions dans la mesure où, en théorie, les deux grands n'étaient plus dans une logique d'affrontement les conduisant à essayer de marquer des points l'un contre l'autre en manipulant des groupes terroristes. Mais cela n'a pas été le cas.

L'Europe est une cible de choix pour ce mode d'action universel qui peut servir aussi bien des causes politiques que des croisades religieuses dès le début du nouveau siècle. Cette fragilité n'est pas nouvelle. En effet, l'Europe a connu quatre cycles de tensions depuis le début du siècle.

De la fin du XIX^{ème} siècle à la première guerre mondiale, les actions terroristes étaient le fait d'anarchistes et de nihilistes.

Entre les deux guerres, le terrorisme fut essentiellement lié aux turbulences dans les Balkans.

Une troisième vague, quasiment achevée, a été liée au conflit israélo-palestinien. Cette vague a débuté en 1966 par l'attaque d'un avion de la compagnie El Al sur l'aéroport

d'Athènes par un commando palestinien. On trouve là tous les ingrédients qui vont marquer les trois décennies suivantes : les avions (dont on s'empare, qu'on détourne, ou qu'on détruit), l'utilisation d'un pays tiers pour y projeter un conflit local, la réquisition des médias. Plus tard, cette technique s'enrichit de la collaboration avec des réseaux terroristes nationaux et séparatistes, qui se développaient en parallèle. En me concentrant sur l'histoire et l'évolution de ces groupes à partir des années 70, je veux montrer la véritable image, effrayante mais malheureusement vraie du terrorisme.

A l'issue des années 70, 80 et 90 nous arrivons dans une période où l'intégrisme islamique né de la guerre civile algérienne alimente des réseaux meurtriers et alors même que les foyers de terrorisme qui existaient au sein même de l'Europe devraient en partie s'apaiser avec l'accord de paix signé en avril 1998 en Irlande du nord, et la trêve décrétée par l'ETA au pays basque, si ces avancées ne sont pas remises en cause.

Le quatrième cycle, qui est né au lendemain de l'attentat de 11 septembre 2001 à New York, signifie à la fois la globalisation du terrorisme et la radicalisation des moyens utilisés. L'attentat de Madrid et de Londres obéissent à cette logique.

C'est donc dans ce contexte que l'Europe doit mesurer ses fragilités et tenter d'organiser la lutte contre ce fléau. Nous devons tout d'abord essayer de trouver dans l'histoire récente de l'Europe la réponse à ces interrogations : pourquoi et par qui l'Europe était et peut être toujours menacée. L'expression, utilisée souvent pour articuler l'importance de la connaissance de notre histoire, notamment l'histoire des attentats et des organisations terroristes pour ce qui nous concerne est tout à fait valable dans notre cas aussi :

« Un peuple qui ne connaît pas son histoire, ne peut pas imaginer son futur. »

En fait, il est primordial de connaître l'histoire et l'évolution de l'ennemi, en l'occurrence les terroristes, pour trouver la solution, pour le combattre car je suis convaincu, elle existe.

HISTOIRE

Bref historique des attentats. Terrorisme et attentat.

Le terrorisme, en tant que phénomène international, existe depuis pratiquement un millénaire.

Les archives du XI^e siècle nous ont déjà donné certaines informations concernant les groupes armés et organisés, que nous pouvons déjà identifier comme les premiers groupes terroristes.

Près de la Mer Caspienne, plus précisément dans le château d'Alamout – situé dans les montagnes d'Elbrouz - des jeunes sous l'empire des stupéfiants avaient suivi les ordres du Vieux Montagnard et organisé des attentats.

Les califats ont essayé de détruire ces groupes « terroristes » sans succès. Leurs activités s'arrêtèrent seulement dans le courant du XIII^e siècle, suite à l'invasion des mongols.

Entre 1326 et 1835, l'organisation de « Thoug »/les tueurs à gages/ a mené des activités terroristes en Inde et a été responsable de l'assassinat, selon des estimations, de près de 8 millions de personnes.

Il y a environ 150 ans est apparu le terrorisme « moderne », quand les groupes anarchistes ont essayé de désorganiser ou détruire l'organisation de l'Etat par la terreur.

En 1855, un attentat contre Napoléon III a été perpétré et cet attentat – pour la première fois dans l'histoire – eut des conséquences juridiques. Les terroristes, après l'échec de leur tentative, se sont enfuient en Belgique. Les autorités belges rejettent la demande d'extradition formulée par les autorités françaises, au motif qu'elle ne pouvait expulser les responsables d'un attentat politique.

L'année suivante fut élaborée une nouvelle loi qui stipulait : un attentat qui menace un chef d'état ou sa famille ne peut pas être considéré comme un crime politique, et donc les coupables peuvent être expulsés.

Par la suite, cette loi fut intégrée au système juridique des différents pays et dans les différents accords de la lutte antiterroriste.

Entre les deux guerres mondiales on a plusieurs fois légiféré sur le terrorisme international

à différents niveaux.

Par exemple, en 1930 à Bruxelles on a présenté un projet de loi qui utilisait pour la première fois l'expression « terrorisme ».

En 1931, en France et trois ans plus tard en Espagne ont été élaborées des lois concernant la lutte antiterroriste.

Il faut tout d'abord poser une question :

A cette époque quelles étaient les armes légales internationales dans la lutte antiterroriste ?

Après l'assassinat du roi serbe Alexandre et du ministre des affaires étrangères français, monsieur Barth, à Marseille en 1934, au-delà de la stupeur, les Etats ont ressenti la nécessité d'un accord international contre le terrorisme.

La charte de la fondation de l'ONU s'est intéressée au terrorisme. En 1950, les membres du Conseil Européen ont promulgué une résolution contre le terrorisme.

L'évolution des droits internationaux contre le terrorisme s'est poursuivie et l'ONU en 1954 a déclaré que tout Etat qui exécute une action terroriste sur le territoire d'un autre Etat ou qui permet la préparation un attentat sur son territoire contre un autre Etat est considéré comme ayant commis un criminel international.

Depuis 1972, l'ONU participe à la poursuite les terroristes et depuis 1980, elle examine les attentats terroristes exécutés par des individus.

Evidemment, l'évolution des actions anti-terroristes et du droit continuent mais malheureusement cette évolution n'est pas aussi rapide que celle du terrorisme.

Pour compléter ce bref historique, je parlerai du rapport entre le terrorisme et les attentats.

Les attentats ont aussi une longue histoire parce qu'ils sont étroitement liés aux activités terroristes. Ces deux phénomènes sont inséparables.

Derrière des attentats il y a toujours « une logique », le choix de l'objectif, c'est-à-dire la personne, l'institution ou l'organisation est toujours considéré comme « irremplaçable, primordiale » dans le fonctionnement de l'Etat ou un symbole du pouvoir de l'Etat, dont la destruction entraînera son effondrement.

En même temps, selon cette logique, avec un attentat les terroristes veulent obtenir un

résultat psychologique : d'une part convaincre les gens que leurs objectifs sont raisonnables et que l'attentat est le seul moyen pour l'atteindre, d'autre part intimider les foules puis en utilisant cet incertitude, exercer une pression sur les gouvernements et les dirigeants politiques.

L'objectif « populaire » des attentats est la personne qui se trouve au sommet du pouvoir d'un état ou d'une organisation économique. Il faut savoir que dans les deux cent dernières années aucun attentat n'a réussi à détruire le pouvoir et le plus souvent les populations ont été contre l'action terroriste.

Les attentats ne sont pas toujours dirigés contre des personnes et les groupes terroristes exécutent également des attentats pour résoudre leurs problèmes financiers.

Par exemple les Brigades Rouge ou l'IRA qui ont cambriolé plusieurs banques avec cet objectif.

La panoplie des terroristes est très large étant donné qu'ils peuvent choisir entre l'enlèvement, le détournement de l'avion, l'assassinat, l'explosion, l'attentat suicide, etc....

1. LES GROUPES TERRORISTES IMPORTANTS DANS LES ANNEES 70 ET LEURS « ACTIVITES » PRINCIPALES

Jusqu'à nos jours, beaucoup d'experts -soit les chercheurs des différents instituts soit les policiers- s'occupaient du terrorisme qui est plus actuel que jamais. Beaucoup d'ouvrages décrivent l'histoire du terrorisme et beaucoup de classifications ont été élaborées.

Mon propos dans cette partie de mon mémoire est :

- D'une part de recenser les principaux groupes terroristes européens présents dans cette période
- D'autre part, sans vouloir établir une nouvelle classification, d'essayer de mesurer leurs évolutions ou leur régression

1.1. France

1.1.1. Ceux du nord /Iparretarrak (IK)/

« Ceux du nord », l'IK est une organisation terroriste de gauche de la partie nord du territoire Basque, en Pays basque français, fondé par Philippe Bidart en 1973 à Behe-Nafarroa.

L'IK opère essentiellement sur le territoire basque français. Il a pour but de fonder un état basque indépendant, et de faire reconnaître la langue basque comme une langue officielle du pays basque.

L'IK maintient une relation très étroite avec l'ETA basque espagnol auquel il offre appui logistique et refuge.

Un an après sa fondation il a sorti son journal sous le nom de l'ILDO (La route).

En 1978 l'IK a été interdit et qualifié d'organisme illégal.

A partir de l'année 1980, l'IK a commencé son activité agressive suite à un accident imprévu de deux activistes d'IK pendant la préparation des bombes.

Dès 1983, Iparretarrak s'engage dans une campagne de propagande afin d'exposer ses objectifs, essentiellement l'officialisation de la langue basque et l'autodétermination du peuple basque.

Ses méthodes d'actions sont l'assassinat, l'enlèvement et les attaques à main armée.

Jusqu'en 1996 l'activité de l'IK était très bien contrôlée par la police et les différents services secrets, mais à partir de cette date a commencé une période beaucoup plus active dans la vie de l'IK mais elle n'a duré que 2 ans.

1.1.2. Armée Révolutionnaire Bretonne (ARB)

L'Armée Révolutionnaire Bretonne est pratiquement l'héritière du Front de Libération Breton qui fut fondé en 1964.

L'ARB, est considéré comme une organisation qui maintient une relation étroite avec l'ETA. Pratiquement, son activité terroriste a démarré à partir de l'année 1971.

Dans la première partie de son existence l'ARB n'était pas aussi radicale que par la suite, ses activités les plus violentes se sont déroulées dans les années 1990.

1.1.3. Front de Libération National de la Corse (FLNC)

La Corse est traditionnellement une terre de violence. Il fut un temps où l'on ne pouvait être un vrai corse si l'on n'était pas un peu violent. La littérature du XIXe siècle a glorifié la figure du « bandit corse » et la « vendetta », la vengeance obligatoire.

Depuis les années 1970, les nationalistes s'expriment largement au travers de la violence. D'ailleurs de nombreux responsables nationalistes montrent une certaine réticence à s'engager vers des négociations auxquelles ils s'opposent non par idéologie, mais uniquement parce qu'une période de paix implique le désarmement et la dissolution des organisations clandestines. Or, cela les mènerait à une disparition personnelle, parce qu'ils n'existent qu'au travers des bandes armées. Ceux qui n'arrivent pas à s'affirmer intellectuellement et socialement s'affirment à travers une image de violence.

Le 5 mai 1976, de jeunes nationalistes du Cap Corse créent le Front de libération nationale de la Corse. Il est la fusion de deux groupes nationalistes antérieurs, celui du « Front Paysan Corse de Libération » (FPCL=Frontu Peasanu Corsu Di Libérazione) apparu en 1973, dans le sud de l'île et de « Ghustizia Paolina (GP) » créée le 22 mars 1974. Ces deux mouvements ont déjà un lourd passif de nombreux attentats sur l'île comme sur le continent.

Les actions du FLNC sont toujours spectaculaires et symboliques : destruction d'un avion d'Air France (1976), dynamitage du relais de télévision bastiais (1977)...

La première action armée du FLNC se situe dans la nuit du 4 au 5 mai 1976, « la nuit bleue » : 22 attentats au plastic dont un au Palais de Justice de Marseille sont perpétrés.

C'est ce 5 mai, pour la première fois, que l'on entend parler du FLNC. Il se fait connaître par une "conférence de presse" clandestine tenue dans le couvent de Saint-Antoine de Casabianca : trois journalistes corses interviewent sa direction. Ce lieu est hautement symbolique puisque Pascal Paoli y proclama l'indépendance de l'Etat corse, le 17 juillet 1755.

A partir de ce jour, toutes les organisations clandestines laissent alors le champ libre au FLNC.

Les attentats font partie du quotidien en Corse et la violence s'atomise, à la suite de l'implosion du FLNC à la fin des années quatre-vingt : elle est conduite sur une base géographique, décentralisée, par des groupes parfois très peu nombreux, mais qui suffisent toujours pour manier l'explosif. Les armements et tous les moyens nécessaires aux attentats coûtent cher surtout que l'acquisition se déroule souvent sur le marché noir pour éviter les regards de la police et les agences de sécurité intérieure.

Ceci pose la question du financement des groupes terroristes. La question du financement des organisations clandestines est essentielle. Trouvant ses sources dans le racket, dans des aides « spontanées » de sociétés installées sur l'île ou encore dans certains investissements réalisés à l'étranger, un véritable pactole occulte sert en partie à financer l'action clandestine. Il constitue un fond financier mouvant, détourné parfois à des fins strictement privées et dont le contrôle déchire régulièrement la famille nationaliste.

Au cœur de l'action des groupes clandestins, les actes de racket, ou « prélèvement » de l'impôt révolutionnaire, échappent le plus souvent à la justice. Les victimes, intimidées, gardent le plus souvent le silence. Les clandestins corses-parmi eux le FLNC- disposent de fonds permanents pour, notamment, renouveler un arsenal flambant neuf. Généralement importées de Suisse ou d'Autriche, beaucoup plus rarement de l'ex-Yougoslavie, les armes sont traditionnellement payées « rubis sur l'ongle ». Les « lots », contenant des pistolets-mitrailleurs et des lance-roquettes, atteignent souvent 12000 à 18000 euros. Deux poids, deux mesures : les militants de base sont les plus sévèrement ponctionnés par les revendeurs. A Bastia, ils furent longtemps encouragés à changer de matériel le plus souvent possible.

Quelques années après sa fondation et la première « nuit bleue », deux événements importants concernent le FLNC :

Le 31 mai 1979 : La « nuit bleue » à Paris, revendiquée par le FLNC.

En juin 1978 : Première vague d'arrestations au sein du FLNC à l'occasion de la visite en Corse du président de la République Valéry Giscard d'Estaing.

1.2. Royaume –Uni

1.2.1 Armée Républicaine Irlandais /Irish Republican Army (IRA)/

L'IRA fondée en 1917, est la conséquence du soulèvement irlandais contre la domination britannique sur le territoire irlandais, conduit par Patrick Pearse, avec la réunification de trois organisations secrètes. L'IRA était l'aile militaire du parti Sinn Fein.

Après l'armistice en 1921, l'île a été coupée en deux parties, au sud La république d'Irlande et au nord- 6 départements protestants regroupés le nom d'Ulster et qui faisait partie du Grande-Bretagne. A la suite de cet événement, la lutte a commencé pour réunir les deux parties de l'île. La devise de l'IRA est devenue un dicton : « D'abord la liberté puis la paix ». Les dernières décennies ont démontré la véracité cette expression.

Le conflit reprend en 1968, par des manifestations et marches qui dégénèrent en émeutes. En mars 1969, l'UVF (Ulster Volunteer Force) effectue les premiers attentats à la bombe, qui déclenchent des émeutes à Belfast et Londonderry. L'engagement des B Specials - une police composée de volontaires, parmi lesquels des anciens de l'UVF- et la mort d'un catholique le 14 août ne font que renforcer la dégradation de la situation et l'armée britannique intervient le même mois.

L'IRA réapparaît donc en 1969, mais se divise immédiatement en une faction prônant l'action politique, la Marxist Official Irish Republican Army (IRA) - représentée par le Sinn Fein – et une faction privilégiant l'option militaire, la Provisional Irish Republican Army (PIRA).

Encore relativement bien acceptée au sein de la population civile des deux camps, l'armée britannique est alors prise à partie par l'IRA. Dès février 1971, l'armée britannique est attaquée directement par les francs-tireurs de l'IRA. Des mesures d'internement administratif sont prises, qui ne font qu'envenimer la situation.

Le 30 janvier 1972 (Bloody Sunday) les parachutistes ouvrent le feu et font 14 morts dans une foule qui manifeste contre l'internement administratif. Cet événement légitimera le recours à la violence pour la communauté catholique. Un attentat à la voiture piégée contre la base des parachutistes d'Aldershot en Angleterre fait 7 morts et l'ambassade britannique de Dublin est incendiée.

Avec la suspension du gouvernement d'Irlande du Nord par les autorités britanniques et la nomination d'un secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, l'IRA déclare une trêve en mai-juin 1972. A partir de ce moment, le terme « IRA » est utilisé pour désigner les « Provisionals » ou « Provos ». Mais, la réaction de l'Ulster Defence Association (UDA) conduit l'IRA, le 21 juillet 1972 (Bloody Friday), à faire exploser simultanément 22 bombes à Belfast. La lutte entre l'IRA et l'administration britannique se poursuit sans trêve jusqu'à ce qu'un changement intervienne à la fin des années 80, début des années 90.

1.3. Irlande du Nord

1.3.1. Association de Défense d'Ulster /Ulster Defense Association (UDA)/

L'UDA, en tant qu'un organisme légal contre l'IRA, a été fondé en 1971 par Ian Paisley – un prêtre protestant – pour défendre l'intérêt de la communauté unioniste. Sa devise : « Le droit avant la violence » /Law before violence/.

L'UDA, en tant qu'une organisation légale, assure la défense de plusieurs groupes de militants fanatiques, par exemple « Les combattants de la libération d'Ulster » /Ulster Freedom Fighters (UFF)/ qui est estimé le groupe d'exécution de l'UDA puisque la plupart de ses dirigeants sont des membres de l'UFF.

Il maintient une relation étroite avec la « Force volontaire d'Ulster /Ulster Volunteer Force (UVF)/ » qui est spécialisé dans l'exécution des membres de l'IRA.

Certains disent que l'UVF est la plus grande rivale de l'UDA, d'autres estiment par contre qu'il s'agit d'une branche radicale de l'UDA.

L'UDA va profondément évoluer dans les années 90.

1.4. Espagne

1.4.1. Euskadi Ta Askatasuna (ETA)

Mouvement nationaliste, puis marxiste, apparu en 1959, avec pour objectif l'indépendance de la région basque espagnole. Selon certaines informations, l'ETA aurait été fondée au Venezuela, sous les instructions de Boris Ponomarev, chef du Département International du Parti Communiste d'URSS. Ses effectifs sont évalués à 100-200 activistes. Elle entretient des liens réguliers avec l'organisation séparatiste basque française Iparretarrak, qui lui fournit un soutien politique et logistique.

L'ETA est constitué par les membres dissidents de deux organisations : l'Euzko Gaztedi Indarra (EGI) émanation du Parti Nationaliste Basque, fondé en 1952, et l'Ekin, un groupe nationaliste fondé en 1953 par un groupe d'étudiants de l'Université de Deusto (Bilbao). Ces deux mouvements cherchaient à promouvoir le nationalisme basque.

L'Ekin a pour objectif l'indépendance des provinces espagnoles et françaises du pays basque qui composent l'Euskadi. Le mouvement se radicalise progressivement et conduit, le 31 juillet 1959, à la création de l'Euskadi Ta Askatasuna, qui se veut clandestine et révolutionnaire.

Le 28 juin 1960, l'explosion d'une bombe à Amara marque la première manifestation sanglante de l'ETA. Elle est suivie par une série d'attentats à la bombe dans le pays basque espagnol. Sa première opération d'envergure est une tentative de déraillement d'un train transportant des vétérans de la Guerre d'Espagne en 1961. La brutalité de la réponse de la police espagnole force certains responsables du mouvement à s'expatrier.

Afin de gagner en popularité, l'ETA se réfère à la lutte historique du peuple basque pour son indépendance, notamment durant la Guerre Civile espagnole.

En mai 1962, l'ETA tient sa première assemblée, afin de déterminer les axes de la lutte armée. L'ETA se définit alors elle-même comme un «mouvement révolutionnaire basque de libération nationale créé pour la résistance patriotique, socialiste, sans confession et économiquement indépendant. ». Il a décidé de former et entretenir des combattants professionnels. L'Euskadi (la terre à libre) est divisée en sept provinces : trois en France (Hegoalde) et quatre en Espagne (Iparralde).

Lors de sa troisième assemblée en 1964, l'ETA décide que le terrorisme est le meilleur moyen pour atteindre ses objectifs.

La cinquième assemblée se déroule en deux phases. La première en 1966 voit un premier éclatement entre l'ETA-Berri (ETA Nouvelle) et l'ETA-Zarra (ETA Ancienne) Le Berri prône une révolution prolétarienne qui rassemble les différents peuples «oppressés » de l'Espagne. Son mouvement devient le Mouvement Communiste Basque en 1968. L'ETA-Zarra deviendra simplement l' « ETA » qui se divise en quatre secteurs, qui facilite la conduite du mouvement : militaire, politique, économique et culturel.

En 1970 l'assemblée décide l'exclusion des « militaires » de l'organisation, et trois ans

plus tard ces militaires commencent à préparer l'attentat contre l'Amiral Luis Carrero-Blanco.

En 1974, l'ETA éclate en deux fractions :

-l'ETA Militaire, qui prône la lutte armée ;

-l'ETA Politico-militaire, ses objectifs sont plus politiques sans renoncer à la lutte armée.

L'ETA-PM restera cependant la fraction la plus active sur le plan du terrorisme durant quelques années, essentiellement parce qu'elle compte le plus grand nombre de militants.

L'ETA-PM décide de séparer la lutte politique de la lutte militaire, et crée son parti politique : le Parti Révolutionnaire de l'Euskadi (PRE), qui représente le mouvement basque aux élections générales de juin 1977.

Avec la mort du général Franco et le passage à la démocratie, le pays basque reçoit en 1979 un statut d'autonomie. L'ETA perd ainsi de facto une certaine légitimité. Il en résulte une violente campagne terroriste, destinée, selon la doctrine de Carlos Marighella, à forcer l'Etat à prendre des mesures répressives, qui devraient réveiller le soutien populaire du mouvement.

1.4.2. Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre /GRAPO/

Le Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre apparaît en Espagne en tant que groupe terroriste en 1975.

Ses effectifs sont estimés à 50 activistes.

Se déclarant lié au « Parti Communiste Reconstitué » de tendance maoïste, le GRAPO se distance rapidement de Moscou en se proclamant anarchiste. Il a ou a eu des liens avec Action Directe, la Rote Armee Fraktion et les Brigades Rouges.

En 1977, le GRAPO organise une conférence européenne du terrorisme, qui regroupe les principaux mouvements terroristes européens.

Le GRAPO n'a jamais montré une ligne politique claire. Ses méthodes sont inspirées des tactiques de guérilla urbaine de Carlos Marighella. Ses actions sont souvent dirigées contre l'OTAN, mais il pratique également des actions à but lucratif telles que les attaques à main armée, l'enlèvement, le racket et l'assassinat d'industriels. Il agit essentiellement sur le territoire espagnol.

1.5. Allemagne

1.5.1. Fraction d'Armée Rouge /Rote Armee Fraktion (RAF)/

La Fraction Armée Rouge était une organisation révolutionnaire-selon certain c'est un mouvement marxiste- issu de la Bande de Baader-Meinhof elle-même issue des mouvements estudiantins de la fin des années 60 en Allemagne.

La radicalisation du mouvement estudiantin dès 1968 conduit à la création de la Fraction Armée Rouge à la fin de la décennie.

La RAF a été fondée le 14 mai 1970, à l'occasion de l'évasion d'Andreas Baader.

La RAF opéra en Allemagne de l'ouest pendant les années 70 et les années 80.

La plupart des militants de la première génération ont été arrêtés, avec à nouveau Andreas Baader, en juin 1972. Appuyée sur une idéologie de la guérilla urbaine afin d'amener la révolution (d'inspiration maoïste), elle a refusé la la théorisation pour privilégier la pratique ; elle a procédé à de nombreux attentats, mais surtout à des enlèvements et des assassinats spectaculaires qui ont défrayé la chronique jusqu'en mars 1998. C'est la date de signature de l'acte d'autodissolution du groupe.

Avant d'aller plus loin dans l'histoire de la RAF, je vais essayer de faire une première synthèse de l'évolution de ce mouvement.

On peut distinguer trois générations de militants :

- Une première génération qui se termine avec la mort des chefs historiques du mouvement en 1977. Elle commence en tant que Bande Baader-Meinhofet passe de la contestation estudiantine à la violence terroriste. Les chefs historiques sont capturés en 1972. Les enlèvements et prise d'otage se multiplient pour les faire libérer. Le 8 mai 1976, Ulrike Meinhofest retrouvée pendue dans sa cellule. Le 18 octobre 1977, juste après le succès du premier engagement du GSG-9 à Mogadiscio, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe se « suicident » dans leur cellule.
- Une deuxième génération qui débute peu après l'arrestation des chefs historiques de la RAF. Ses chefs sont cependant rapidement arrêtés et son existence est de courte durée.
- La troisième génération, dont les membres proviennent du Mouvement du 2 Juin et

du Collectif des Patients Socialistes. Elle opère encore sous l'ordre des chefs historiques emprisonnés. Leurs activités terroristes se situent dans les années 80.

L'arrestation de certains de ses membres a conduit à des accusations de torture – accusation toujours discutées – à l'encontre de la police allemande. On a parlé de torture psychologique avec privation sensorielle. Les autorités allemandes ont aussi été accusées d'assassinats suite à la mort de trois prisonniers de la RAF, notamment Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, à la prison de Stammheim, le 18 octobre 1977.

Pour obtenir la libération de ses membres, la RAF kidnappe le président du patronat allemand Hans Martin Schleyer le 5 septembre 1977. Puis, le 13 octobre, un avion de la Lufthansa est détourné par un commando palestinien du nom de « Martyr Halimeh », prenant en otage plus d'une centaine de passagers et détournant l'avion sur Mogadiscio en Somalie. La prise d'otage prend fin le 18 octobre avec une intervention des forces spéciales allemandes. Le même jour, les autorités allemandes annoncent la mort des trois leaders historiques.

En représailles, la RAF annonce le lendemain la mort d'Hans-Martin Schleyer.

L'automne 1977 représente la période plus ambiguë de l'histoire de la RAF.

1.6. Italie

1.6.1. Les Brigades Rouges /Brigate Rosse (BR)/

« Les Brigades Rouges » /Brigate Rosse/ est une organisation clandestine d'extrême gauche italienne. Pratiquant ce qu'elles appellent la « propagande par le fait » /attentats, hold-ups d'autofinancement et assassinats multiples/, les Brigades Rouges ont été poursuivies et condamnées comme organisation terroriste par les autorités italiennes.

Issues du groupe Sinistra proletaria /Gauche Prolétarienne/, les Brigades rouges est une organisation terroriste marxiste-léniniste fondée le 20 octobre 1970 à Reggio Emilia principalement par Renato Curcio et Alberto Franceschini.

Le but des Brigades Rouges est l'établissement d'un régime communiste en Italie.

En 1974 Alberto Franceschini, un des principaux fondateurs du groupe est arrêté et condamné à dix-huit ans de prison.

Devant l'échec des actions de propagande menées en milieu ouvrier, les BR décident de concentrer leur action sur la lutte armée et les actions violentes notamment séquestration,

blessures par balles aux jambes, assassinat contre les « serviteurs de l'état » : policier, magistrat, hommes politiques et journalistes.

Les Brigades Rouges commettent également des hold-ups pour assurer le financement de leur groupe: leur première victime est d'ailleurs un convoyeur de fonds, tué lors d'une attaque à main armée.

Depuis l'arrestation du fondateur, Alberto Franceschini ouvre le début de la seconde période des BR qui sera marquée principalement par l'enlèvement du président du parti de la Démocratie-Chrétienne, Aldo Moro, le 16 mars 1978, jour où il devait devenir premier ministre et former un gouvernement de « compromis historique avec le Parti Communiste. Le responsable BR de l'opération était Mario Moretti. L'Etat italien refusant de libérer les militants des Brigades Rouges incarcérés, Aldo Moro est finalement assassiné le 9 mai après deux mois de détention. Dans la suite de ce mémoire, je vais détailler cet enlèvement pour mettre en lumière les principales caractéristiques des attentats au travers de cet exemple.

Les BR sont dénoncées par la totalité de la classe politique italienne et apparaissent comme définitivement isolées. Le monde syndicat italien les condamne également notamment à la suite de l'assassinat du syndicaliste Guido Rossa, qui avait dénoncé un travailleur coupable d'avoir distribué des tracts des BR.

En 1979, les BR prennent contact avec le Fatah qui lui offre une cargaison d'armes et d'explosifs ; et cet événement marque un changement de leur histoire.

2. LE CHANGEMENT DES CARACTERISTIQUES DU TERRORISME DANS LES ANNEES 80 ET 90

Dans cette partie nous étudierons d'un part la régression des groupes « anciens » et d'autre part l'apparition des nouveaux groupes terroristes.

Grâce aux efforts, tant des polices, qu'elles soient secrètes ou non que des gouvernements des pays touchés par le terrorisme, plusieurs groupes ont perdus leurs soutien idéologique et logistique.

Ce soutien qui est extrêmement important pour les groupes terroristes commence à

diminuer avec le changement des régimes politiques à l'Europe de l'est. Pour être clair, les services secrets des pays du Pacte de Varsovie qui assuraient non seulement le support idéologique mais également le support logistique et financier, souvent directement mais plus souvent par l'intermédiaire de différentes organisations ne peuvent plus assurer ce soutien.

Qu'est-ce qui caractérise les nouveaux groupes terroristes ?

Tout d'abord leur relativement courte existence par rapport aux précédents mais surtout leur agressivité et l'intensité de leurs actions.

Ce sont les éléments cruciaux qui marquent la spécificité de cette époque.

2.1. La situation des « anciens » groupes terroristes

2.1.1. Ceux-du-Nord (IK)

Juste au début des années 80, plus exactement le 18 mars 1980, l'explosion accidentelle d'une bombe tue deux militants d'IK et marque l'entrée du mouvement dans la violence. Suit une période marquée par un accroissement des activités terroristes (attaques à l'arme automatique et à l'explosif).

Dès 1983, Iparrerriak s'engage dans une campagne de propagande afin d'exposer ses objectifs, essentiellement l'officialisation de la langue basque et l'autodétermination du peuple basque.

Ses méthodes d'actions restent l'assassinat, l'enlèvement et les attaques à main armée.

2.1.2. Front de Libération National de la Corse (FLNC)

L'évolution du FLNC depuis les années 80 est marquée par de nombreux événements mais encore aujourd'hui de nombreux sont perpétrés en Corse. Poursuivons maintenant cette évolution :

Au début des années 80, le Conseil des comités nationalistes (CCN), qui succède au MCA devient la représentation publique du FLNC. La violence continue. L'explosion à l'aéroport d'Ajaccio peu après l'arrivée du président Valéry Giscard d'Estaing, un mort et 8 personnes blessés fournit la preuve de cette poursuite.

Au cours d'une action qualifiée par le FLNC de coup de semonce en 1982, un légionnaire est tué, un autre grièvement blessé lors d'une opération commando qui dérape. La même année a lieu, la « nuit bleue » la plus violente de l'histoire de la Corse avec 99 attentats, dans laquelle l'FLNC a la plus grande part de responsabilité.

En septembre 1983, FLNC assassine le secrétaire général du département de Haute-Corse. L'année 1984 marque aussi un record avec 800 attentats en un an dans lesquels le FLNC est très largement impliqué.

Le FLNC crée le 28 juin 1987, l'A Cuncolta nazionalista qui lui donne une représentation légale.

L'année 1990 marque une nouvelle crise au sein du FLNC. La majorité de la direction, autour d'Alain Orsini, s'oppose à la majorité de la base militante. Orsini et ses amis quittent le mouvement, l'A Cuncolta nazionalista pour fonder son nouveau mouvement.

En même temps, se produit aussi l'éclatement du FLNC clandestin et la création du FLNC Canal historique. Par opposition, l'ancienne structure FLNC passée aux mains de militants du MPA devient le Canal habituel.

Au début du 1996 lors une conférence de presse nocturne à Tralonca, en présence de 600 militants en armes le FLNC-Canal historique annonce une trêve de 3 mois reconductible.

En septembre et octobre 1996 le FLNC Canal historique lance une campagne d'attentats contre le Premier ministre, Alain Juppé, dont la mairie de Bordeaux est plastiquée le 5 octobre, une année plus tard le FLNC Canal habituel décide de son autodissolution.

Le 23 décembre 1999, lors une conférence de presse masquée, quatre organisations nationalistes corses, notamment FLNC-Canal historique, FLNC du 5 mai, Fronte Ribellu, Clandestinu annoncent un cessez-le-feu illimité.

2.1.3. Armée républicaine irlandaise (IRA)

Le bilan des attentats dont l'IRA s'est rendue responsable de juillet 1969 à décembre 1993, est particulièrement lourd : 1755 morts auxquels il faut ajouter 243 membres de l'organisation.

La PIRA qui favorise d'ailleurs l'option militaire est largement financée par la communauté irlandaise émigrée aux Etats-Unis, ainsi que par des Pays-Bas et de Belgique. Elle entretient des contacts avec plusieurs organisations terroristes parmi lesquels, l'ETA.

Le 31 août 1994, l'IRA annonce un cessez-le-feu avec le gouvernement britannique en vigueur depuis le 1^{er} septembre de cette année. Elle conserve cependant ses structures et continue à entretenir des bases logistiques en Eire.

Début 1995, de nombreuses caches d'armes sont découvertes, notamment le dépôt à proximité de la frontière avec l'Ulster.

Estimant les progrès des négociations au point mort, l'IRA reprend ses activités le 9 février 1996. Les élections britanniques, qui amènent les travaillistes au pouvoir marquent un nouvel espoir pour les négociations, et le cessez-le-feu est reconduit par l'IRA le 20 juillet 1997. Sans soutenir complètement les Accords du Vendredi Saint (10 avril 1998), l'IRA reconnaît l'accord.

Elle refuse cependant de rendre ses armes, qui constituerait selon elle une reddition envers le gouvernement britannique.

Selon certaines estimations, après avoir culminé à environ 1500 membres, l'IRA compterait aujourd'hui quelque 400 activistes et serait conduite par un noyau de 40 personnes, dont la plupart sont basées en République d'Irlande.

2.1.4. Fraction armée rouge (RAF)

Comme je l'ai déjà évoqué la troisième génération dont sont aussi issues les Cellules Révolutionnaires (Revolutinar Zellen) prend la relève jusque dans les années 90.

La RAF annonce, dans un communiqué conjoint, sa « fusion organique » avec Action Direct le 15 mai 1985. Cette fusion était déjà effective depuis juillet 1984, ainsi qu'en témoigne un texte commun découvert à Karlsruhe. Le 2 juillet 1984, un membre de la RAF est arrêté à Francfort et les policiers trouvent sur lui le plan détaillé du réseau de pipelines de l'OTAN en Europe, qui a fait objet de six attaques des Cellules Communistes Combattantes belges. Ce plan aurait été photocopié par un collaborateur du Ministère de la Défense, Lothar Lutze, l'agent du service de renseignement est-allemands, /le Ministerium für Staatssicherheit (STASI)/. Il était évident, surtout après la découverte de certains documents secrets des différents réseaux terroristes européens, que les pays de l'est ont maintenu une relation étroite avec ces groupes.

Le 20 avril 1998 une lettre est arrivée à l'agence de presse Reuters.

« Il y a 28 ans, le 14 mai 1970, la RAF naissait dans une action de libération.. Aujourd'hui nous en terminons avec ce projet. La guérilla urbaine sous la forme de la RAF fait désormais partie de l'histoire. »

Avec cette lettre la RAF annonce officiellement sa propre dissolution et l'arrêt de la lutte armée.

Ces trois décennies de la RAF ont provoqué la mort de 58 personnes : 32 politiques, chefs d'entreprise, juristes, policiers, militaires et gardes de corps. Lors des attentats 26 terroristes ont perdu la vie. Le dernier attentat de la RAF eu lieu en 1991 contre un politique de l'Allemagne de l'est.

Pour l'heure, dix terroristes, notamment les dirigeants de la deuxième génération, sont en prison à perpétuité.

Les auteurs des attentats qui furent exécutés à partir du milieu des années 80 sont encore recherchés par la police mais leurs actions terroristes, selon les lois ne seront jamais prescrites.

2.1.5. Brigades Rouges (BR)

Au cours des années 80, de nombreux membres des Brigades Rouges et d'autres groupes terroristes ont pu se réfugier en France au nom de ce qu'on a appelé la « doctrine Mitterrand » : à condition de ne pas se servir de leur refuge en France comme base arrière pour des actions violentes, ils avaient la garantie de ne pas être extradés. Cette attitude a largement contribué à apaiser la tension en Italie. La « doctrine Mitterrand » n'a cependant pas de valeur juridique sur le fond : ce que peut dire un président au long de son mandat n'est pas une source du droit en France, et ne fait donc pas jurisprudence.

En 2002, par exemple Paolo Persichetti , « brigadiste » non repent, coupable d'assassinat, qui enseignait alors la sociologie politique à l'Université de Paris VIII, est extradé en Italie. Paris semble alors rompre avec l'engagement pris par François Mitterrand en 1985, mais la « doctrine Mitterrand » ne concernait pas les personnes coupables de crimes de sang.

Pourtant, en 1998, Sergio Tornaghi , membre de la colonne Walter Alasia – une colonne des BR – a été arrêté en France et condamné à la perpétuité pour « participation à bande

armée et assassinat ». Il avait obtenu gain de cause devant la cour d'appel de Bordeaux. Celle-ci avait refusé l'extradition en raison de la procédure italienne qui ne permet pas à un condamné par contumace d'être à nouveau jugé en cas de retour, comme le prévoit la Cour européenne des droits de l'homme.

Les Brigades Rouges, selon les estimations, se composaient au minimum d'une cinquantaine de cadres et de nombreux soutiens actifs et passifs. En 1981, 1523 terroristes « rouge » étaient détenus en Italie. D'après le Monde diplomatique, les prisons italiennes comptent 4000 détenus politiques en 1980. La plupart des membres du groupe d'origine, appelé « les premières Brigades », ont laissé la place, après l'arrestation d'Alberto Franceschini en 1974 à une seconde génération plus dure. Ce dernier a affirmé que Mario Moretti, qui l'a remplacé à la tête des BR, était un agent du KGB, mais sans apporter de preuve décisive de cette affirmation.

Dans les années 80, alors que la plupart des « brigadistes » de la première heure ont abandonné la lutte, une nouvelle génération continue de commettre sporadiquement des actions violentes. Suite au démantèlement de cette nouvelle bande, les Brigades Rouges connaissent une période de sommeil avant de reprendre leurs actions à la fin des années 90. En mars 2002, les « Nouvelles Brigades Rouges » ont assassiné le professeur Marco Biagi, un consultant du gouvernement. En 2005, en raison de cet assassinat, cinq membres des NBR étaient accusés et condamnés à la perpétuité par la Cour d'assises de Bologne. Pour faire face aux divers attentats, les gouvernements italiens prennent plusieurs lois. La loi Reale du 22 mai 1975 autorise la police à perquisitionner et arrêter une personne sans mandat du juge d'instruction, sur seul soupçon, puis le décret-loi Cossiga du 15 décembre 1989 qui allonge la détention préventive pour les délits de terrorisme et autorise les écoutes téléphoniques, cette loi spéciale reste en vigueur jusqu'à sa modification en 1990.

2.1.6. Euskadi Ta Askatasuna (ETA)

L'ETA-PM cherche à prendre un chemin politique pour atteindre ses objectifs et, le 24 février 1981, elle déclare un cessez-le feu et se sépare à son tour en deux entités :

- La 7^e Assemblée, qui renonce à la lutte armée en septembre 1982, décision qui ne se réalisera dans les faits qu'en 1984.

- La 8^e Assemblée, dont les membres plus radicaux, se rallient à l'ETA-M pour continuer la lutte armée.

A cette époque là une contradiction caractérise l'état interne de l'ETA, contradiction entre la lutte pour la classe ouvrière et les activités du mouvement – racket, enlèvement, extorsions, assassinat – qui touchent le peuple dont le mouvement vise la libération. En plus ces actions deviennent toujours plus impopulaires et le soutien au parti nationaliste s'effrite.

La stratégie du gouvernement espagnol est de s'attaquer aux sources de financements et aux infrastructures de l'organisation. Les entreprises liées aux activités de l'ETA sont fermées, ainsi que le journal « Egin », favorable au mouvement en 1998.

Ainsi, le 16 septembre 1998, l'ETA déclare une trêve unilatérale de durée indéfinie. Le 3 novembre, le premier ministre Aznar a demandé l'ouverture de pourparlers afin d'obtenir un cessez-le-feu définitif, mais les discussions restent au point mort : le gouvernement est prêt à faire des concessions sur les 530 membres de l'ETA détenus ainsi que sur les membres exilés de l'organisation, tandis que l'ETA place des conditions politiques sur l'autodétermination de l'Euskadi.

En août 1999, l'ETA juge les concessions proposées par le gouvernement encore trop timides.

La violence reprend au pays Basque, mais l'ETA maintient sa trêve.

Les effectifs exacts de l'ETA sont inconnus mais on estime le nombre de militants actifs à 200-300 et le nombre de sympathisants à 200 000.

L'entraînement du personnel s'effectue en Libye, à Cuba, en Algérie, au Liban et au Yémen mais il semble également que certains membres ont été entraînés au Nicaragua. La Direction General de Inteligencia /service secret cubaine/ a supervisé ces activités surtout à l'étranger.

L'ETA a envoyé des commandos au Costa Rica et au Salvador afin de participer au combat et également participé à la formation de terroristes de la RAF. Le soutien politique soviétique est indiscutable, l'ETA a reçu également un soutien logistique des pays de l'Est. Concernant le financement, en 1984, le trésor de guerre était évalué à quelque 200 millions

de dollars par an, provenant en partie d'attaque de banques.

L'ETA a fréquemment utilisé la France comme cache pour ses membres ou pour entreposer des armes. En 1984, on estimait à plus de 500 le nombre d'activistes installés en France. La collaboration anti-terroriste entre la France et l'Espagne s'est cependant améliorée. Au début des années 80, le gouvernement de Felipe Gonzalez met sur pied le Group Antiterroriste de Libération (GAL), qui se rendra responsable de l'élimination de 27 membres de l'ETA en France et en Espagne.

2.2. Apparition des nouveaux groupes terroristes

2.2.1. Cellules Communistes Combattantes (CCC, Belgique)

Cellules Communistes Combattantes est un mouvement terroriste d'extrême-gauche, actif entre octobre 1984 et décembre 1985 et caractérisé par la violence de ses actions. Il était dirigé par Pierre Carette, et collaborait avec Action Directe et la RAF. De petites dimensions, mais très bien organisé, ses objectifs étaient analogues à ceux d'AD et de la RAF. Il se déclarait en lutte contre l'impérialisme et réclamait l'établissement d'une nouvelle Internationale communiste.

L'un des moyens d'y parvenir était de combattre l'OTAN par la guérilla.

A cet effet les CCC avaient défini trois types d'objectifs :

- L'OTAN et ses installations
- Les organes de conduite politique des Etats et leurs partis politiques
- L'industrie de l'armement

Les CCC se manifestent violemment dès le 2 octobre 1984 en menant une série d'attentats contre des firmes engagées dans la production d'armement. Mais l'opération la plus marquante des CCC est l'attaque simultanée de cinq installations du Central Europe Pipeline System (CEPS) de l'OTAN, le 11 décembre 1984.

Dès janvier 1985, les CCC annoncent une pause dans leur action jusqu'au 30 mars 1985, afin de préparer la phase suivante de leur lutte :

- Attaque contre des individus ayant servi dans la SS allemande durant la seconde guerre mondiale ;
- Attaques contre la police ;

- Attaques contre les hauts représentants des grands groupes économiques.

Du 30 avril au 5 novembre sont perpétrés des attentats contre des banques, entreprises et administrations belges.

Le 11 décembre, le chef présumé des CCC, Pierre Carette est arrêté. Le reste du mouvement sera progressivement démantelé au cours de l'année 1986.

L'histoire du CCC démontre que dans un laps de temps très court, un mouvement peut s'organiser et améliorer la précision des attaques. Par ailleurs, tous les événements prouvent que des contacts permanents existaient avec les services de renseignement des pays de l'est, et plus particulièrement avec la STASI.

2.2.2. Action Directe (AD, France)

Action Directe est une organisation terroriste marxiste, active entre 1979 et 1987 en France. Jean Marc Rouillan et Nathalie Menigon l'ont fondée par réunification de deux organisations terroristes.

Cette organisation avait pour objectif l'élimination de l'influence occidentale, la destruction de la structure d'Etat et la fondation d'un Etat marxiste. Ses attentats se concentrent sur les instituts de l'OTAN, les instituts d'état français, les intérêts américains et juifs, les entreprises multinationales et les principaux hommes d'affaires.

Le 25 janvier 1985, un commando d'AD (dirigé par Elizabeth van Dyck) exécute près de Paris le général René Audran qui était responsable des affaires internationales et du marché des armements pour le ministère de défense.

L'action, probablement la plus connue est l'exécution de Georges Besse, le président de la société Renault.

En septembre 1980, les dirigeants d'AD furent arrêtés mais un an plus tard le président François Mitterrand décide de les libérer et cette libération permet au mouvement qui était affaibli, de reprendre sa force et de redémarrer ses activités avec plus d'intensité.

En 1982, le gouvernement français a interdit AD mais les actions terroristes – les explosions des bombes et les attentats – se sont poursuivies avec plus d'intensité.

Le 15 janvier 1985, est une date très importante car elle montre comment coopèrent les groupes terroristes. L'AD et la RAF publient un communiqué commun à Paris, dans

lequel ils soulignent l'importance de leurs actions communes contre l'OTAN. Dès l'apparition du Front du Guérilla Ouest-Européenne les attentats contre les bases de l'OTAN deviennent quotidiens.

Le 21 février 1987, fut un jour noir pour AD avec l'arrestation de ses dirigeants près d'Orléans et leur condamnation à des peines de prison à perpétuité. Cette date marque la fin d'Action Directe.

2.3. Particularités des nouveaux groupes

Les particularités des groupes apparus dans les années 80 ne se situent pas dans le changement des moyens utilisés lors des attentats mais dans leur existence plus éphémère.

La principale caractéristique qui les distingue des groupes fondés au début des années 70, est l'intensité de leurs attentats. Bien entendu, les dirigeants, lors la création de ces nouveaux groupes, ne songeaient pas à limiter leur existence à une seule décennie, c'est la situation politique qui en a décidé autrement.

3. PRINCIPALES CARCTERISTIQUES DES ATTENTAS A PARTIR DES ANNEES 70

Pour dégager les principales caractéristiques des attentats de ces groupes, nous allons travailler sur des exemples typiques et malheureusement dans l'histoire ancienne comme dans l'histoire récente il y en a beaucoup. Les organisations terroristes différentes, telles que les Brigades Rouges et L'IRA, représentent un bon contraste sur la palette du terrorisme, non seulement au regard de leurs objectifs politiques et idéologiques, mais également par rapport au type d'attentat qui elles perpétuent.

En présentant certains exemples concrets de l'histoire récente de ces groupes, nous allons essayer de dégager les éléments qui ont le plus perturbé la société au cours de cette décennie.

Les Brigades Rouges, dès leur fondation, ne forment qu'un petit groupe, avec lequel les membres des grandes organisations sympathisent mais ne collaborent que très peu à sa conception et à son développement. D'abord, elles mènent des actions contre les fascistes,

contre les provocateurs dans les usines et les hauts fonctionnaires.

Elles incendient la voiture du chef de la sécurité de Pirelli et plusieurs poids lourds dans la société Pirelli. Ces actions représentent plutôt des techniques de sabotage.

Peu de temps après ce premier attentat, un autre se produit le 3 mars 1972. Les BR enlèvent Idalgo Macchiarini, top manager de Siemens et responsable de l'organisation du travail. Elles le gardent 20 minutes pour un procès symbolique puis le libèrent.

Elles ont modifié le proverbe chinois que j'ai déjà présenté: « Frapper et s'enfuir ! Rien ne restera impuni ! En frapper un pour en éduquer cent ! », et leurs actions continuent en suivant cet esprit.

En novembre et décembre 1972, elles incendient les voitures des responsables de la sécurité de chez Fiat. En janvier 1973, elles pillent un bureau du syndicat fasciste la CISNAL à Tourin et un autre à Milan.

Cette période en Italie est encore la période des grands affrontements violents de manifestants contre la police et n'est pas encore le sommet de ses activités.

Maintenant nous allons étudier une série d'attentats, survenus entre 1973 et 1994.

1973:

- Enlèvement d'un ingénieur de chez Alfa Romeo et du chef du personnel de FIAT ;

Après cette phase caractérisée par la propagande armée, considérée par les BR comme le début de la lutte sur le terrain de l'usine cède la place au combat contre l'Etat.

1974 :

- Enlèvement du procureur Sossi, libéré peu tard après la promesse de libération de prisonniers des Brigades Rouges ;

A cette époque là, les restructurations étatiques sont considérées comme la cible n°1 et la résistance passe à un niveau stratégique. Jusqu'en février 1975, les BR ne mènent plus que de petites actions, à cause de la répression.

1975 :

- Un commando des BR attaque la prison de Casale où sont gardés plusieurs de leurs membres ;
- Enlèvement de l'industriel Vittorio Gancia ;
- Enlèvement des dirigeants de SINGER et du chef du personnel ;

- Les BR pillent la Banca popolare de Lonigo et le 8 octobre la Cassa di Risparmi ;

1976 :

- Exécution de Francesco Coco, qui a dirigé le premier procès contre les BR ;

1977 :

- Enlèvement de l'industriel Pietro Costa, libéré au bout de 81 jours ;
- Exécution du président de la chambre des procureurs Crocedu ;

1978 :

- Plusieurs actions contre le chef de section de la FIAT, contre un responsable de SIEMENS ;
- Le 16 mars 1978, à Rome, un groupe des Brigades Rouges enlève Aldo Moro (1916-1978), président de la Démocratie chrétienne, alors qu'il se rend au parlement pour y assister au débat de confiance sur le quatrième gouvernement Andreotti.

Au cours de cet enlèvement, les cinq gardes du corps d'Aldo Moro furent tués.

La détention se poursuivit 55 jours, au cours desquels les BR émirent 9 communiqués et envoyèrent différentes lettres autographes de l'homme d'Etat adressées à des membres de sa famille ainsi qu'à des personnalités du monde politique et religieux mais le gouvernement ne veut pas négocier avec les terroristes.

Le 5 mai 1978, les BR diffusèrent le dernier communiqué, dans lequel elles annonçaient l'exécution d'Aldo Moro. Son cadavre fut retrouvé sur indication des terroristes le 9 mai, à Rome.

L'affaire ne sera jamais réellement élucidée : on évoque l'implication de la mafia, de l'extrême-droite, voire une manipulation des services secrets italiens.

1978, année où les Brigades Rouges exécutent 106 actions armées dont 25 exécutions.

1979 :

- En janvier, exécution d'un syndicaliste et en mars exécution d'un responsable du FIAT et d'un policier par la suite ;

1980 :

- Exécution du vice-président de la plus grande association de justice italienne, du procureur en chef de Salerno et d'un membre de la cour de cassation du ministère

de la justice ;

- Exécution d'un membre de la police spéciale, d'un conseiller municipal ;
Enlèvement du juge Giovanni D'Urso ;
- Exécution d'un général carabinier, responsable des forces de sécurité et des prisons ;

1981/1987 :

- En 1981, les BR exécute deux managers de chez MARELLI & FALK, un garde du corps du député Cirillo et enlève celui-ci. Elles enlèvent le directeur de l'organisation du travail chez Alfa-Romeo et un directeur de l'entreprise pétrochimique. La colonne Vénétie enlève le chef de l'OTAN pour l'Europe méditerranéenne, le général américain James Lee Dozier ;
- En 1984, elles exécutent un général des forces américaines qui était le commandant en chef des troupes de l'ONU dans le Sinaï ;
- En 1985, elles exécutent un fonctionnaire dirigeant du syndicat CISL, conseiller de la banque centrale italienne, expert économique et bras droit de Craxi ;
- En 1986, à Florence les BR exécutent Lando Conti, ancien ministre de la défense ;
- En 1987, elles attaquent un convoi et récoltent un milliard de lires ;

1988/1993 :

- Exécution du sénateur de la DC Roberto Ruffili, grand ami du nouveau chef du gouvernement De Mita ;
- Le 2 septembre 1993, les BR attaquent le « NATO defense college » à Rome et un peu plus tard mènent un attaque contre la base américaine d'Aviano ;
- Le 20 mai 1999, les Brigades Rouges tuent à Rome le professeur Massimo D'Antona, enseignant universitaire et conseiller législatif du ministère du travail ;
- le 19 mars 2002, les BR exécutent à Bologne l'économiste Marco Biagi, consultant de Maroni, ministre du bien-être au sein du gouvernement de Berlusconi ;
- Le 2 mars 2003, un échange de coups de feu à bord du train Rome-Florence, un policier ferroviaire meurt ;

Au travers de ces exemples, nous voyons que dans les années 70 les Brigades Rouges s'attaquent aux voitures des dirigeants, outils de travail de différentes grandes entreprises

et pillent des bureaux de ces derniers. Elles utilisent aussi souvent la mutilation pour punir les personnes, coupables de la dégradation des ouvriers et déclarent : « Rien ne restera impuni ».

A partir de 1973, les enlèvements de personnalités importantes du monde politique, comme de l'administration de l'état – et l'exécution deviennent les modes d'action des différentes colonnes des BR. Très souvent ces deux derniers moyens étaient utilisés successivement.

Le deuxième exemple que je souhaite présenter est l'Armée Républicaine Irlandaise qui représente une image différente du terrorisme. J'ai choisi de vous présenter la période probablement la plus sanglante. Avant de présenter ses actions, quelques mots concernant le fonctionnement de ce groupe.

L'IRA est articulé en brigades et toutes ces brigades correspondent avec des préfectures; Belfast, Londonderry (Urbaines), Fermanagh, E Tyrone, S Armagh, S Down (Rurales) /ANNEXE1/. Le nombre des membres dans une brigade dépend de la région et du type de l'environnement.

Les brigades sont sous-divisées en 4 ou 5 groupes de 20 à 30 personnes, et les groupes sont divisés encore en « cellules » de 4 ou 5 personnes.

Il n'existe aucun contact ou connaissance entre les groupes et les cellules. Ils sont commandés d'une façon indépendante pour pouvoir garder la sécurité de chaque opération. Chaque cellule ou groupe a sa propre mission, sans connaissance des missions des autres. Donc, grâce cette organisation particulière, l'identification d'un collaborateur au sein de l'organisation est relativement facile.

La sécurité exige des terroristes qu'ils soient indépendants dans la communauté où ils opèrent. Le soutien de cette communauté est limité à fournir un appui tel que l'observation constante de l'arme caché.

Leurs armes cachées, fabriquées souvent dans les ateliers souterrains, sont sous la responsabilité d'un membre fidèle et très expérimenté « appelé commissaire », qui bénéficie de la confiance incontestable de cette hiérarchie parfaitement organisé.

Pendant la préparation d'un attentat, ces armes, en l'absence d'un des stocks souterrains à proximité du lieu de l'attentat, sont déplacées par un « transit caché » et elles restent toujours à proximité de ce lieu, dans une « cache court terme ».

Les attentats les plus meurtriers qui ont frappé la Grande-Bretagne pendant ces 30 dernières années sont les suivants :

Février 1974 :

- L'Armée républicaine irlandaise attaque à la bombe un autocar transportant des soldats et des familles civiles dans le nord de l'Angleterre, 12 morts et 14 blessés ;

Octobre- novembre 1974 :

- Une série d'attentats à la bombe perpétrés par l'IRA dans des pubs britanniques tuent 28 personnes et en blessent plus de 200. Plusieurs personnes sont condamnées, mais seront blanchies près de vingt ans plus tard ;

Juillet 1982 :

- Deux attentats à la bombe visant des soldats britanniques tuent 11 personnes et en blessent 50 autres dans les parcs royaux à Londres ;

Décembre 1983 :

- L'explosion d'une bombe déposée dans le grand magasin Harrod's fait 10 morts ;

Octobre 1984 :

- Un attentat à la bombe vise un hôtel de la station balnéaire de Brighton, où se tient le congrès annuel du parti conservateur. Le gouvernement de Margaret Thatcher perd un membre du cabinet, six autres personnes meurent dans l'explosion ;
Margaret Thatcher déclare : « Aucune négociation avec les terroristes ! »

Septembre 1989 :

- L'explosion d'une bombe à l'Ecole de musique de la marine royal de Deal, tue 12 personnes et en blesse 22 ;

Février 1991 :

- L'IRA tire des obus de mortier sur le bureau londonien du Premier ministre John Major, sans faire de victimes ;

Avril 1992 :

- L'explosion d'une voiture piégée devant la Bourse du commerce, 3 morts et 91 blessés ;

Mars 1993 :

- Deux bombes déposées dans des poubelles tuent deux garçons à Warrington ;

Avril 1993 :

- Un attentat au camion piégé perpétré par l'IRA dévaste le quartier de Bishopsgate, 1 mort et 44 blessés ;

Février 1996 :

- Deux personnes sont tuées dans l'explosion d'une bombe déposée dans le quartier londonien des docks ;

Mars 2001 :

- L'explosion d'une voiture piégée devant les locaux de la BBC blesse un homme à Londres. La police attribue l'attentat à l'IRA véritable, branche dissidente de l'IRA qui désapprouve le cessez-le-feu conclu par la guérilla irlandaise ;

J'ai présenté les attentats plus sanglants mais l'IRA a exécuté de nombreux autres attentats à main armée. L'IRA attache beaucoup d'importance aux attentats démonstratifs qui prouvent à la fois sa force et sa volonté dans la lutte contre l'Etat britannique.

A partir de 1985, la Libye livre des matières explosives à l'IRA, et le SEMTEX - une matière explosive extrêmement efficace - ne sélectionne pas entre les cibles et les civils innocents.

Nous venons de voir deux organisations terroristes qui ont gravé leur nom non seulement dans la mémoire des Italiens et les Britanniques mais également dans la mémoire des européens parce que nous ne savons jamais quand et où frapperont les terroristes.

4. LES GRANDES TRANSFORMATIONS « évolution » DES ORGANISATIONS ET DES MOYENS DES GROUPES TERRORISTES DE NOS JOURS.

4.1. Apparition de l'Islam radical en Europe et ses conséquences

Plutôt que de décrire l'apparition de l'Islam en Europe, je voudrais faire état d'une idée assez théorique mais que je trouve personnellement réaliste.

L'histoire nouvelle du terrorisme débute le 11 septembre 2001 à New York. Ces attentats ne marquent pas seulement le début d'une nouvelle vague du terrorisme mais plutôt celle d'une nouvelle dimension et une globalisation de la menace.

Il est illusoire de croire que les attentats de 11 septembre ne constituent qu'une nouvelle page de terrorisme. Ils représentent le début de la nouvelle génération du terrorisme. Cette génération a probablement une seule stratégie : causer les dégâts les plus douloureux possibles à leur ennemi détesté, les Etats-Unis.

Pourquoi nous disons que c'est la nouvelle génération ?

Au départ, les attentats se sont dirigés vers les Etats-Unis « officiels ». En effet, les cibles sont les ambassades, les bâtiments de la marine américaine ou toutes les cibles vulnérables. Il est indiscutable que ces attentats ont causé des dégâts importants et coûté la perte de nombreuses vies humaines mais ils n'ont pas atteint leurs objectifs. Non pas que les pertes n'ait été peu importantes, mais parce que les morts de militaire ou de diplomates qui sont « les engagés du risque », n'ont pas suscité autant de panique et de réaction dans la population que les stratèges des groupes terroristes espéraient.

Actuellement, hormis des forces armées des Etats-Unis, seules celles du terrorisme fondamentaliste islamiste est capable d'exercer une menace partout dans le monde. La globalisation du terrorisme explique très bien cette évolution.

Bien sur, les moyens et les possibilités des terroristes ne sont pas les mêmes que celle d'une force armée régulière, mais ils sont capables d'exercer une menace constante et réelle. La palette des moyens dont un pouvoir militaire dispose, est bien déterminé, par contre la force des terroristes réside dans la diversité des actions qu'ils peuvent mener et surtout dans leur imprévisibilité. C'est la raison pour laquelle, les déclarations de la police telles que « ...nous n'avons pas reçu une menace or nous ne sommes pas menacé... », paraît peu plausible aux yeux de la population.

Les attentats de New York, de Madrid, de Londres ont suscité un fort sentiment d'angoisse parmi les populations, non seulement celles des villes et pays concernés mais partout dans le monde. Ces attentats ont fait la preuve que les terroristes radicaux islamistes étaient capables assez facilement de faire planer une menace sur l'ensemble de la population.

Le terrorisme utilise pour cela des moyens relativement simples. Ils utilisent à leurs fins nos propres armes (notre culture, notre infrastructure) pour renforcer les effets des attentats.

La description de ce système –même si les processus sont très compliqués et sophistiqués– n'est pas si difficile à expliquer. Toutes les informations relatives à la menace terroriste (déclarations des hommes politiques, opinion publique, publication) sont mises dans une « grande boîte noire » et au moment où celles-ci sont diffusées, elles sont mille fois plus fortes qu'au départ. En fait, c'est nous qui diabolisons le terrorisme. Evidemment, je ne veux pas dire que la menace est négligeable mais ce sont nos propres initiatives qui en renforcent les effets. Il y a plusieurs mots clés associés au terrorisme : « panique, crainte, peur, douleur,... ».

La caractéristique commune des attentats que ce soit à New York, à Madrid où à Londres, c'est que les terroristes ont utilisé nos propres infrastructures, celles de leur ennemis pour que ces mots clés soient répétés et amplifiés à l'infini.

D'où vient l'idée de perpétrer un attentat de tel ou tel type ?

Nous ne devons pas aller très loin pour trouver la réponse. Il suffit de regarder certains films d'actions, de lire les bestsellers surtout les bestsellers américaines pour trouver des idées. Il me semble probable que l'idée de l'attentat catastrophique contre le WTC ainsi que ceux de Madrid et Londres, n'est pas une idée d'origine islamiste. Bien sur que non, elle provient sans doute de notre propre héritage culturel.

Par ailleurs, les organisations terroristes et les terroristes eux même s'améliorent bien sûr car leur survie en dépend. Ils ont déjà reconnu l'importance des médias comme le meilleur moyen de distiller les sentiments de peur et d'angoisse au sein de la population.

Comment ?

Il suffit d'envoyer des informations aux différents médias et attendre les bras croisés que ceux –ci avec l'aide des politiques diffusent l'information auprès du public créant ainsi un climat d'angoisse, but recherché par les terroristes.

Par exemple, les images des attentats dans les trains à Madrid «grâce aux médias », ont été diffusées dans le monde entier et ces images effrayantes ont créé un fort vent de panique

parmi les populations qui estiment pouvoir être touché par le terrorisme. Un assassinat, une explosion, un enlèvement est beaucoup moins relayé par les médias et se diffuse moins dans le monde entier.

Cette nouvelle forme du terrorisme utilise des tactiques différentes des précédentes mais qui aboutissent à des résultats beaucoup plus probants.

Une nouvelle génération de cette forme de terroriste est en train de voir le jour, qui a été mise en œuvre lors des attentats à Madrid et à Londres. Pour décrire cette évolution, il faut définir une nouvelle expression : « le terrorisme verbal ».

On se rappelle qu'Al-Qaïda a publié sa « liste noire » qui contient le nom de tous les pays qui soutiennent la coalition des Etats-Unis contre Irak et qui de ce fait pourraient être menacés. Cette liste noire est devenue un moyen très efficace pour influencer les politiques et les gouvernements des pays concernés, pour orienter l'opinion et au-delà pour créer une ambiance « pourvu que nous ne soyons pas touchés ».

Les réactions de ces pays ont été, bien évidemment assez différentes. L'évaluation de cette menace et les mesures préventives également.

Dans les pays où les gens ont déjà connu la menace terroriste, les mesures anti-terroristes ont été assez bien acceptées et la situation aussi grave qu'elle soit bien gérée. Par exemple, plusieurs reportages réalisés juste après les attentats dans le métro de Londres montraient de façon convaincante que les londoniens ne voulaient pas céder à la panique. Plusieurs d'entre eux expliquaient que la vie devait continuer normalement, qu'ils ne cédaient pas aux menaces des terroristes.

Par contre, dans certains pays cette liste a profondément altéré le sentiment de sécurité ressenti par la population.

En dehors des différents réseaux terroristes islamistes, une autre menace se fait jour qui ne peut être rattaché à aucun réseau terroriste

Les « amateurs », les assassins fanatiques religieux qui ne peuvent pas toujours être classés dans la catégorie terroriste, jouent un rôle de plus en plus important. Leurs actions ne sont pas en général dirigées par les groupes terroristes. Cependant, l'effet d'un assassinat est le même que celui de l'attentat terroriste et il peut engendrer des contre-actions qui génère

elle-même une autre contre- action de la part des terroristes. Au bout du compte, « l'ami » et « l'ennemi » seront également perdants dans cette bataille de « mille ans ».

On peut dire que nos faiblesses et nos craintes nourrissent l'évolution des groupes terroristes. C'est nous même - les citoyens des pays démocratique, les médias, les politiques, donc tous les processus compliqués qui caractérisent notre vie – qui encourageons les radicaux islamistes.

Il y a une contradiction entre la liberté et les mesures anti-terroristes. Nous ne pouvons pas être totalement efficaces dans la lutte anti-terroriste sans rogner sur la liberté individuelle, mais nous sommes sans doute capables d'échanger une partie de notre liberté au profit d'une plus grande sécurité.

Malgré tous les efforts déployés contre le terrorisme local et mondial, les partis démocratiques sont à la dérive face à cette vague du nouveau terrorisme et favorise le développement d'une « deuxième » génération de terroristes.

Quand pourra-t-on parler de la génération suivante ?

La deuxième génération du terrorisme arrivera au moment où l'analyse consciente des effets et la volonté de l'influence des décisions politiques remplaceront la stratégie destructive et la stratégie de la vengeance.

Il est probable qu'au début de cette « évolution » il n'est pas facile de reconnaître et de dire catégoriquement qu'une telle action terroriste ou une menace génère la même réaction souhaitée par les terroristes.

N'oublions pas le terrorisme politique et économique, exécuté par les « délégués », appelée en anglais « terror by proxy » qui ne sont pas forcément de membres des organisations terroristes. Leurs slogan : exécution et disparition et ne reste aucun preuve pour la police.

Tous les grands attentats ont généré certains changements dans la vie économique, financière et politique. Les leaders des réseaux terroristes savent bien qu'ils peuvent gagner une fortune avec leurs actions.

Nous avons donc un énorme défi à trouver un système ou des systèmes, de créer des organisations qui peuvent affronter cette nouvelle menace et réagir efficacement.

Il existe probablement des solutions autres que la réaction, car une réaction vient toujours

après une action.

Tout d'abord il faut savoir que les terroristes n'ont la même contrainte de temps que nous, ils ne répondent pas aux mêmes règles que nous. Les notions de temps et d'espace sont différentes des nôtres, dix, vingt ans n'est pas un laps de temps très long pour eux.

Le terrorisme reste un ennemi durable, nous devons compter longtemps encore avec cette menace.

Malheureusement, nous avons été témoins de frappes terroristes importantes non seulement aux Etats-Unis, mais également sur le vieux continent. Trois ans après les attentats d'Al- Qaïda à New York, les islams radicaux frappent encore une fois pour prouver leur existence en Europe.

- Le matin du 11 mars 2004, quatre attentats simultanés sans annonce préalable détruisent les trains de la zone urbaine (RER) à proximité du Madrid. Selon les enquêteurs, 14 sacs à dos chargés de GOMME-2 (matière explosive) de 8 à 12 kg ont été déposés et ont explosé dans ces trains. Le bilan est impressionnant: 192 morts, plus de 1600 blessés et environ 5,4 million d'euros d'indemnités./ANNEXE-2/

- Le 7 juillet 2005, quatre explosions frappent les transports londoniens à l'heure de pointe du matin, faisant au moins 52 morts plus les quatre terroristes et 700 blessés. Trois bombes explosent quasi simultanément à 08H50 dans des rames de métro et une quatrième, 57 minutes plus tard, dans un bus. Une organisation jusque-là inconnue, le « Groupe secret du djihad d'Al-Qaeda en Europe », revendique les attentats peu après les déflagrations.

La police britannique soupçonne quatre hommes d'avoir perpétré les attentats. On apprend par la suite qu'il s'agit de Britanniques, trois d'origine pakistanaise (Shezhad Tanweer, Mohammad Sidique Khan et Hasib Hussain), le quatrième d'origine jamaïcaine (Lindsey Germaine).

La police perquisitionne dans six maisons dans la région de Leeds, dans le nord de l'Angleterre, notamment celles où habitaient trois des quatre suspects. Environ 500

personnes sont évacuées lors de ces perquisitions, au cours desquelles la police trouve de grandes quantités d'explosifs. Des experts de la sécurité estiment que les quatre hommes ont dû recevoir des instructions d'un activiste plus expérimenté pour mener à bien les attentats.

Peu après, le numéro deux du réseau d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, revendique pour la première fois les attentats de juillet. /ANNEXE-3/

Ces attentats, après le premier choc, ont accéléré, non seulement dans les deux pays concernés mais aussi les pays européens et les organisations de l'Union européenne, le renforcement des mesures anti-terroristes et l'intensification des actions plus intensives contre les groupes terroristes.

CONCLUSION

Tout au long de cette court période - des années 70 à aujourd'hui – on a pu remarquer que certaines des situations politiques où économiques, une crise économique par exemple, entraînent l'apparition des groupes terroristes. Les groupes qui ne voient pas de solution pour bien conjuguer leur intérêt politique, social, économique et religieux, choisissent souvent les moyens de la violence pour atteindre leurs objectifs.

Nous avons vu également que les groupes terroristes apparaissent et disparaissent à l'improviste mais le terrorisme se reproduit.

Il est très difficile de comprendre que les gens qui sont conduit par leur conviction mais plus souvent par des hommes inconnus du grand public, peuvent ôter la vie à des innocents et détruire leurs biens.

Au début de mon mémoire j'ai essayé de trouver une logique au terrorisme. Pourtant, cette logique reste incompréhensible pour les victimes touchées par le terrorisme et leurs proches qui partagent leur douleur.

Après le choc d'un attentat, toute la population veut lutter contre ce phénomène.

Non seulement les gouvernements et les différents organisations nationales et internationales mais également les populations veulent réagir contre le terrorisme et mettre en œuvre tous les moyens possible dans la lutte antiterroriste.

Dans un monde où l'affaiblissement des idéologies, l'émergence de nations plus nombreuses et le réveil des nationalismes créent de nouvelles formes de conflits multiformes, il est probable – très malheureusement - que le terrorisme, phénomène ancien, a encore de beaux jours devant lui.

L'Europe, parce qu'elle est proche de plusieurs théâtres de conflits, parce que ses opinions publiques sont fragiles, parce qu'elle a des intérêts partout dans le monde peut être menacée surtout de nos jours. Il faut tout de même savoir que la menace ne vient pas toujours de l'extérieur mais qu'elle voit le jour, souvent dans l'Europe même.

Ce phénomène est bien gravé dans la mémoire des individus et dans la mémoire commune.

La connaissance de l'histoire du terrorisme est très importante pour mener une lutte antiterroriste efficace pour notre sécurité.

Après cette courte réflexion autour de cette problématique, toujours actuelle, je pense que nous devons garder optimisme et espoir.

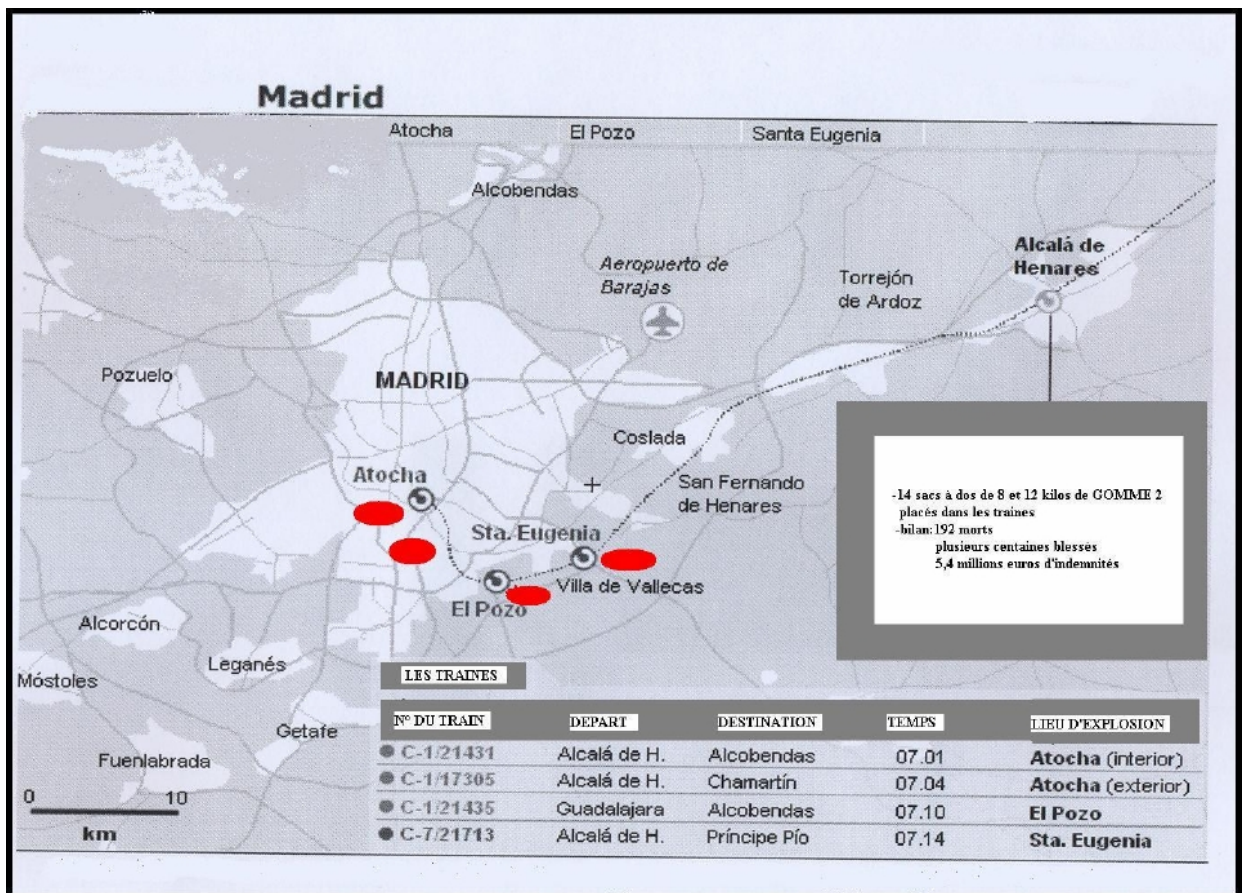
ANNEXES :

- **ANNEXE 1 : Irlande du nord**
- **ANNEXE 2 : Les lieux des attentats de Madrid (le 11mars 2004)**
- **ANNEXE 3 : Les lieux des attentats de Londres (le 7 juillet 2005)**

ANNEXE 2

Les lieux des attentats de Madrid

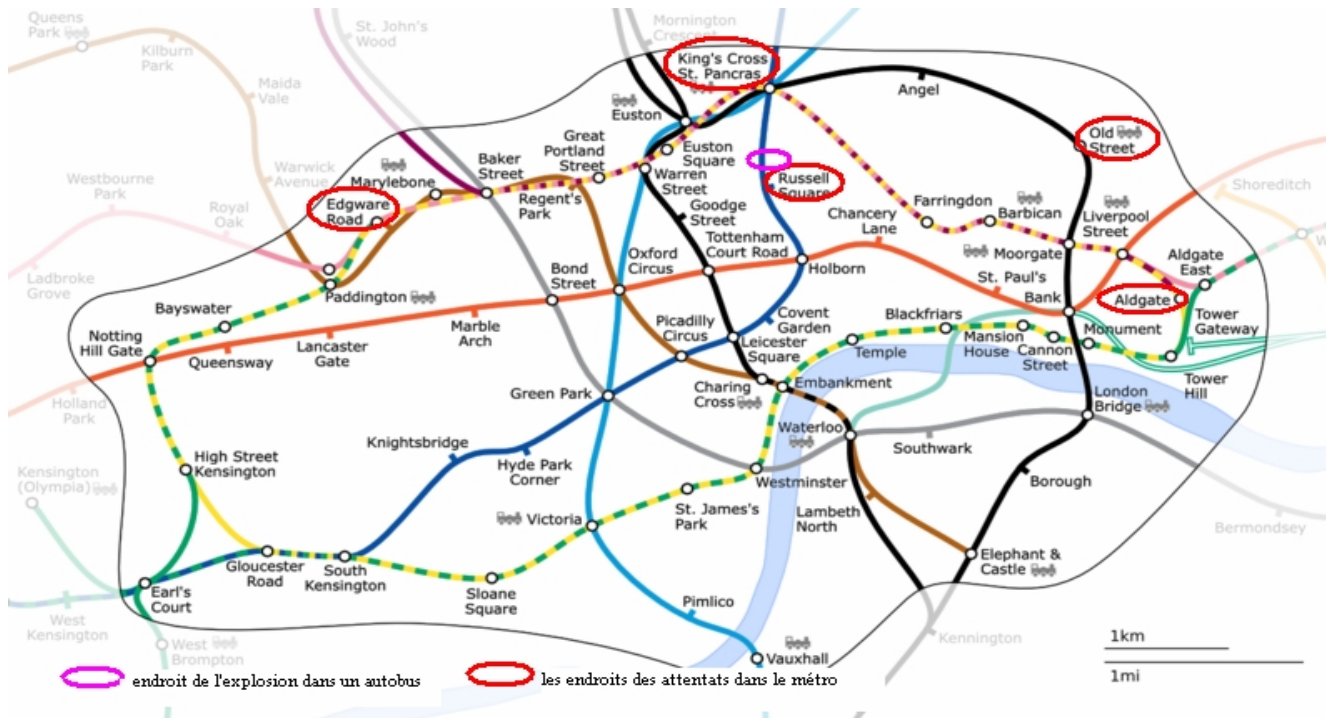
(le 11 mars 2004)



ANNEXE 3

Les lieux des attentats de Londres

(le 7 juillet 2005)



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANCAIS

- François Géré : Dictionnaire de la Pensée stratégique, Larousse-Bordas, 2000
- Sous la direction de Gérard Chaliand et Arnaud Blin : Histoire du terrorisme de l'antiquité à Al Qaida, Bayard, 2004
- Alexandre Adler : L'ai vu finir le monde ancien, Hachette, 2002
- Barthélémy Cournont : Terrorisme et contre-terrorisme, l'incompréhension fatale, 2003
- Pascal Boniface : Vers la IV^e Guerre Mondiale
- Mark Ryan: War and peace in Ireland. Britain and the IRA in the New World Order, Pluto press
- Gérard Chaliand : L'arme du terrorisme, Andibert, 2002
- François Heisbourg : Hyper terrorisme : la nouvelle guerre, CBA François-Xavier Poisbeau, 2001
- Philippe Conrad : Origine et réalités de l'islamisme activiste, 1999

OUVRAGES EN HONGROIS

- Seres Laszlo : A terror éve (L'année du terror) , Uj honvédségi szemle (Nouvelle revue militaire), Budapest, 2002
- Dr Steiner Gabor : Terrorizmus az Europai Unioban (Le terrorisme dans l'Union européenne), OKRI, 2003
- Gorka L. Sebestyén : « Hiperterrorizmus », a terror globalizacioja, (« Hyper terrorisme » la globalisation du terrorisme), Rendortishti Foiskola (Ecole supérieur de la police) Budapest, 2004

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- Les Monde diplomatique
- Le Monde, numéro 108, du 11 au 17 mars 2006
- Le Figaro

LES DIFFERENTS CITES DE L'INTERNET

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
UN BREF HISTORIQUE	4
Bref historique des attentats. Le terrorisme et l'attentat	4
1. LES GROUPES TERRORISTES IMPORTANTS DANS LES ANNEES 70 ET LEURS « ACTIVITES »	6
1.1. France	7
1.1.1. Ceux du nord /Iparretarrak (IK)/	7
1.1.2. Armée Révolutionnaire Bretonne (ARB)	6
1.1.3. Front de Libération National de la Corse (FLNC)	8
1.2. Grande-Bretagne	10
1.2.1. Armée Républicaine Irlandaise /Irish Republican Army (IRA)/	10
1.3. Ireland du Nord	11
1.3.1. Association de Défense d'Ulster /Ulster Defense Association (UDA)/	11
1.4. Espagne	11
1.4.1. Euskadi Ta Askatasuna (ETA).	11
1.4.2. Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre /GRAPO/	13
1.5. Allemagne	14

2. LE CHANGEMENT DES CARCTERISTIQUES DU TERRORISME DANS LES ANNEES 80 ET 90.	16
2.1. Les groupes terroristes précédents	17
2.1.1. Ceux du Nord (IK)	17
2.1.2. Front de Libération National de la Corse (FLNC)	17
2.1.3. Armée républicaine irlandaise (IRA)	18
2.1.4. Fraction armée rouge (RAF)	19
2.1.5. Brigades Rouges (BR)	20
2.1.6. Euskadi Ta Askatasuna (ETA.	21
2.2. Apparition des nouveaux groupes terroristes	23
2.2.1. Cellules Communistes Combattantes (CCC) Belgique	23
2.2.2. Action Directe (AD) France	24
2.3. Particularités des nouveaux groupes	25
3. PRINCIPALES CARCTERISTIQUES DES ATTENTAS A PARTIR DES ANNEES 70	25
4. LES GRANDES TRANSFORMATIONS « évolution » DES ORGANISATIONS ET DES MOYENS DU TERRORISME ACTUEL	31
4.1. Apparition de l’Islam radical en Europe et ses conséquences	31
CONCLUSION	38